

Reprimande silencieuse



Noyée par l'avalanche presque mondiale d'informations sur les élections présidentielles aux États-Unis et sur l'attitude inédite de Donald Trump d'ignorer sa défaite, le verdict d'un juge fédéral de New York qui empêche la déportation de milliers de jeunes dans ce pays est passé presque inaperçu.

Le magistrat Nicholas Garaufis a déterminé que le secrétaire intérimaire du Département de la Sécurité Nationale, DHS, de son sigle en anglais, Chad Wolf a assumé son poste de façon illégale.

Selon le verdict, quand en avril 2019, le secrétaire d'alors Kirstjen Nielsen a démissionné l'administration Trump n'a pas respecté les protocoles de succession et elle a imposé les autorités dans ce département.

Comme conséquence, toutes les décisions qui ont été prises par Wolf et ses subalternes à partir de ce moment-là y compris la suspension du Programme d'Action Différée pour ceux qui sont arrivés enfants, DACA, manquent de fondement légal.

Comme on se souviendra, ce plan a été créé le 15 juin 2012 par le président de l'époque Barack Obama et actuellement il protège quelque 650 mille personnes qui remplissent certaines conditions dont celle d'être entrées sans papiers dans ce pays avant les 16 ans.

L'on exige aussi de façon continue depuis 2005, avoir une scolarité moyenne et ne pas avoir été condamné pour aucun délit grave.

Il faut signaler que le DACA n'accorde automatiquement ni la citoyenneté étasunienne ni un autre statut migratoire légal, seulement la possibilité d'obtenir un emploi et la certitude du fait que les personnes qui en bénéficient ne seront pas déportées.

Le 6 septembre 2017, l'administration Trump, dans le cadre de sa nouvelle politique migratoire, a fermé l'inscription de nouvelles candidatures et en juin 2020 le secrétaire intérimaire Wolf a ordonné la suspension du programme.

Après le verdict du juge Garaufis, ce dernier pas reste sans effet, ce qui a été qualifié de nouveau revers pour la Maison-Blanche et pour les jeunes bénéficiaires lesdits « dreamers, rêveurs en français.

Jusqu'à présent, le Département de la Sécurité Nationale n'a émis aucune déclaration. Comme chacun sait, le DHS a été créé après les attaques du 11 septembre 2001 et il a, parmi ses fonctions, celle de veiller au combat contre le terrorisme aux États-Unis et ailleurs, de diriger la politique migratoire, la sécurité frontalière et cybernétique et la prévention des désastres.

C'est la troisième structure la plus grande du gouvernement des États-Unis avec plus de 200 mille employés et un budget très critiqué pour son volume exagéré et il s'avère maintenant que depuis une année il avait un chef illégal.

<https://www.radiohc.cu/fr/especiales/comentarios/240181-reprimande-silencieuse>



Radio Habana Cuba